

l'insurgé

17 janvier 2011

*« La jeunesse est la flamme
de la révolution »*

Karl Liebknecht

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : <http://www.insurge.fr>

Vive le combat de la jeunesse et du prolétariat de Tunisie et d'Algérie ! TUNISIE : LA RÉVOLUTION A COMMENCÉ

Depuis un mois, une mobilisation sans précédent s'est développée en Tunisie : suite à la mort de Mohamed Bouazizi, à Sidi Bouzid, diplômé chômeur, les manifestants se sont dressés contre le régime de Ben Ali exigeant son départ immédiat. *"Ben Ali dehors" ! "Dégage" !* Tel était le slogan à Sidi Bouzid, à Kairouan, à Gafsa (bassin minier du sud ouest)...

Le 14 janvier, le gouvernement décrétait l'état d'urgence dans l'ensemble du pays. À Tunis, pour la première fois depuis 23 ans, les manifestants se rassemblaient jusque devant le ministère de l'Intérieur, qualifié de « ministère de la terreur ». De violents heurts se produisaient entre manifestants et unités antiémeutes. Le soir, la presse annonçait le départ de Ben Ali. Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi appelait à « l'union nationale ».

Cette première victoire des masses tunisiennes ouvre une nouvelle situation pour tout le monde arabe. En Algérie, depuis le 5 janvier, la jeunesse et les masses se dressent aussi contre la misère, la hausse des prix, contre le régime, avec des affrontements entre la population et les brigades antiémeutes.

L'impérialisme français ne cesse de soutenir ces régimes corrompus

Dans tout le Maghreb, au Moyen-Orient, les dictatures au pouvoir sont appuyées par l'impérialisme français, et aussi par les autres impérialismes, impérialisme américain en tête.

C'est ainsi qu'en 2008, invité en Tunisie, en 2008, Sarkozy déclarait : *« l'espace des libertés progresse, ce sont des signaux encourageant que je veux saluer »*. Et à l'Assemblée, le 12 janvier Alliot Marie, évoquant *"le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité"*, se portait au secours des régimes mis en causes par la mobilisation des masses.

On met en cause aujourd'hui le pillage qui était organisé par le clan au pouvoir à Tunis. Mais l'explosion des prix, le chômage massif de la jeunesse sont le produit de la crise internationale du capitalisme et du pillage organisé par l'impérialisme, en premier lieu par l'impérialisme français. La France est le premier fournisseur et premier investisseur étranger en Tunisie. Tous les « partenariats » imposés à la Tunisie et aux pays du Maghreb sont alignés sur l'exigence des capitalistes français, européens, américains.... Et le « miracle » économique tunisien repose sur l'exploitation de la classe ouvrière. Cette exploitation est accrue par les « accords migratoires » signés avec la France et l'Union européenne : renforcement de la pression policière au nom de la politique « d'immigration choisie » ; versement de prébendes alimentant la corruption des États du Maghreb.

Ainsi, en aucun cas, les masses ne peuvent compter sur le soutien des gouvernements d'Europe, des États-Unis ou des instances de l'ONU dont les programmes d'ajustement structurel et les « partenariats » sont alignés sur les exigences des impérialismes. L'appel au calme et « au dialogue » du secrétaire de l'ONU est celui de toutes les puissances impérialistes en défense des intérêts capitalistes.

La révolution prolétarienne se poursuit : « dehors le RCD ! »

En Tunisie, c'est la mobilisation des masses qui a provoqué la dislocation du gouvernement et la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite. Au dernier moment, certains secteurs de l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie (UGTT) ont dû appeler à la grève générale nationale pour le 14 janvier. Les impérialismes tentent de bloquer le processus révolutionnaire qui s'est engagé, s'appuyant sur la bourgeoisie tunisienne qu'ils ont vassalisée. Ainsi, l'ambassadeur de Tunis à l'Unesco déclarait en démissionnant : « *Je suis réformiste. Je crains les révolutions* ».

Pour faire barrage à la mobilisation des masses, la bourgeoisie tente de préserver l'appareil d'État et son armée. Tel est le sens du gouvernement « d'unité nationale » annoncé par Ghannouchi.

On parle « *d'élections libres* ». Dans le « *respect de la Constitution* », dit Washington. Sans « *remettre en cause les changements intervenus de manière constitutionnelle* », dit le Quai d'Orsay. "*Préserver la sécurité et la stabilité*", demandent l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et toutes les dictatures menacées de la région. L'objectif : organiser une « transition » pour restaurer un gouvernement de défense du capital, de défense des intérêts de la bourgeoisie tunisienne compradore et de l'impérialisme.

En Tunisie, les masses exigent le rétablissement de toutes les libertés démocratiques. Cela est contradictoire avec le cadre des élections que veut imposer le gouvernement transitoire. C'est pourquoi surgit la revendication du démantèlement de l'État RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), de la dissolution du parti de Ben Ali et le refus d'un gouvernement contrôlé par ses héritiers politiques.

"La révolution continue ! RCD dehors !"

Tel est le mot d'ordre des manifestants, le lundi 17 janvier

Pour interdire la confiscation de leur révolution, pour imposer la satisfaction de leurs revendications, les masses sont inévitablement contraintes de s'organiser indépendamment de l'appareil d'État et des partis qui tentent de préserver l'État bourgeois tunisien. Déjà, pour faire face aux miliciens de Ben Ali, les habitants des villes et des quartiers populaires ont commencé à s'organiser pour assurer leur sécurité. Pour faire face à l'appareil d'État bourgeois, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses populaires n'ont pas d'autre solution que de s'organiser : comités de quartiers, comités d'usines, comités de villes se centralisant nationalement.

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

En Tunisie (mais aussi en Algérie) le régime a soumis les "syndicats" et les "organisations de masse" à l'État : la question de la construction d'authentiques organisations ouvrières, d'un syndicalisme indépendant est posée. De même se pose l'élection d'une Assemblée nationale souveraine, et non pas d'une assemblée potiche.

Dans leur mobilisation, les masses vont nécessairement mettre en avant des revendications qui s'opposent aux intérêts de la bourgeoisie tunisienne et au-delà, aux intérêts de l'impérialisme. La nécessité de mettre en cause le capitalisme et son État en Tunisie (comme dans toute autre mobilisation) nécessite le combat pour un authentique Parti ouvrier révolutionnaire, pour un programme ouvrier ouvrant au prolétariat une issue, pour une Organisation révolutionnaire de la jeunesse.

En ce qui concerne le prolétariat et la jeunesse française, pour lesquels la mobilisation révolutionnaire de Tunisie est une bouffée d'oxygène, la première responsabilité est de combattre contre la tutelle impérialiste sur la Tunisie, contre les immixtions incessantes de Sarkozy et de son gouvernement dans les affaires intérieures tunisiennes, pour la rupture de tous les « partenariats » imposés par l'impérialisme français. Telle doit être l'exigence du mouvement ouvrier français.

Annulation de la dette ! Rupture des accords policiers et militaires qui, sous couvert de "*gestion concertée des flux migratoires*" organisent le pillage de la main d'œuvre tunisienne ("*Vous avez une main d'œuvre qui ne demande qu'à être formée, nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation*" déclarait Sarkozy le 1^{er} mai 2008 en Tunisie) ! Rupture du « partenariat » policier instauré pour organiser la chasse aux sans papiers ! De tels mots d'ordre permettent d'exprimer la solidarité de la classe ouvrière française et de ses organisations avec la mobilisation révolutionnaire des masses en Tunisie.